




*apm22*  
PROTECTION DES MAJEURS

**Décrets d'application de la Loi du 5 mars 2007  
2008-1504 du 30 décembre 2008  
Relatif à la prestation de service**

**2008-1556 du 31 décembre 2008  
Relatif aux droits des usagers des mandataires judiciaires à  
la protection des majeurs et des délégués aux prestations  
familiales**

	Établissements et services sociaux et médico-sociaux	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs
Droits dus à la personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>*le respect de la dignité</li> <li>*le respect de l'intégrité physique</li> <li>*le respect de la vie privée et de l'intimité</li> <li>*le respect de la sécurité de la personne</li> </ul>	Applicable aux services mandataires judiciaires
Droits dus à l'usager	<ul style="list-style-type: none"> <li>*le libre choix de la prestation par l'usager</li> <li>*la prise en charge ou accompagnement individualisé de qualité,</li> <li>*confidentialité des données concernant l'usager</li> <li>*droit à une vie familiale</li> <li>*accès à l'information sur les droits;</li> <li>*participation directe de l'usager au projet d'accueil et d'accompagnement</li> </ul>	<p>Inapplicable</p> <p>Applicable sauf décision contraire ou Aménagement du juge des tutelles</p> <p>Participation directe au document individuel de protection des majeurs</p>

	Établissements et services sociaux et médico-sociaux	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs
Instances	<p><b>*Personne qualifiée (ou médiateur)</b></p> <p><b>*Conseil de la vie Sociale</b></p>	<p><b>Applicable</b></p> <p><b>Inapplicable</b>  <b>Le CVS est remplacé par d'autres formes de participation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Consultation</li> <li>-Groupe d'expression</li> <li>-Enquête de satisfaction</li> </ul> </p>
Instruments	<p><b>*Charte nationale</b></p> <p><b>*Livret d'accueil</b></p> <p><b>*Contrat de séjour ou document individuel de prise en charge</b></p>	<p><b>*Remplacé par une charte des droits et libertés de la personne protégées</b></p> <p><b>*Remplacé par une notice d'information</b></p> <p><b>*Remplacé par le document individuel de protection des majeurs</b></p>
 <b>apm22</b> <small>PROTECTION DES MAJEURS</small>	<b>*Règlement de fonctionnement</b>	<b>*Applicable avec dispositions spécifiques</b>

**Les droits des usagers adaptés à la singularité des services mandataires judiciaires a nécessité d'adapter les outils de la Loi du 2 janvier 2002 à la spécificité des mandataires judiciaires à la protection des majeurs**

**Ainsi, les outils spécifiques sont :**

- La charte des droits et libertés de la personne protégée
- La notice d'information
- Le document individuel de protection des majeurs
- Le règlement de fonctionnement

## ( I ) LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE PROTEGEE

- Elle garantit les droits et libertés des personnes protégées par l'affirmation de droits fondamentaux
- Elle s'impose aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs et ne peut faire l'objet d'aucune modification
- Doit être annexé à la charte et affiché dans les locaux le rappel des actes strictement personnels ne pouvant pas donner lieu à représentation (déclaration de naissance d'un enfant, adoption, changement de nom, etc...)

⇒ La charte est annexée à la notice d'information

## ( II ) LA NOTICE D'INFORMATION

- Elle permet de prévenir tout risque de maltraitance
- Elle est un élément d'information sur le mandataire essentiel pour la personne protégée
- Elle a vocation à présenter le mandataire, ses finalités, ses missions, son organisation...
- Un modèle de notice fixe A MINIMA les éléments à développer dans la notice
- Elle est remise à la personne protégée IMMEDIATEMENT accompagnée des explications nécessaires à sa compréhension... à défaut, elle est remise au Conseil de famille, à un parent, un allié, une personne de l'entourage connue.

## ( III ) LE DOCUMENT INDIVIDUEL DE PROTECTION DES MAJEURS

- Le DIPM est établi dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet de service
- Il est établi et signé au nom du service par une personne habilitée
- Des dispositions spécifiques sont prévues dès lors que le DIPM est établi dans le cadre d'une MJAGBF (ex TPSE)

## ( III ) LE DOCUMENT INDIVIDUEL DE PROTECTION DES MAJEURS

### **Le DIPM définit notamment :**

- La nature et les objectifs principaux de la mesure
- Une information personnalisée sur les objectifs de la mesure
- Une description des modalités d'accueil et d'échange avec le service
- Une présentation des conditions de la participation financière de la personne protégée et le montant prévisionnel des prélèvements opérés...



## ( III ) LE DOCUMENT INDIVIDUEL DE PROTECTION DES MAJEURS

### **La personne protégée:**

- Participe et adhère à l'élaboration du DIPM
- Contresigne le DIPM qui lui est remis et expliqué

⇒ A défaut d'en comprendre la portée: élaboration, contresignature et remise au CF ou parent, allié ou personne de l'entourage connue

- Le DIPM est remis au plus tard dans les 3 mois qui suivent la date de la notification du jugement qui confie la mesure de protection

- Un avenant au DIPM peut être pris pour préciser la mesure de protection dans le délai d'1 an suivant la date de notification du jugement.

## ( VI ) LE REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT

Il définit les droits et les devoirs et obligations de la personne protégée au sein du service mandataire à la protection des majeurs

Il indique notamment :

- Les obligations faites aux majeurs protégés pour la réussite de la mesure( respect : des décisions judiciaire, du DIPM, etc...)
- Le respect du au personnel du service ainsi qu'aux autres majeurs
- Le rappel des poursuites en cas de violence et que le juge en sera immédiatement informé

- LE RECEPISSE

La remise des documents suivants...

- Notice d'information;
- Charte des droits de la personne;
- Règlement de fonctionnement;
- Document individuel de protection du majeur

...est attestée par la signature d'un récépissé dont un modèle est publié